

Une faillite inévitable ?

Les conséquences d'un choix politique fait en 1974.

Une réduction continue de l'emploi industriel :

Un document précédent ([Le chômage importé](#)¹) montrait que le niveau élevé du chômage en France est clairement lié aux importations en provenance des pays à faible coût de main d'œuvre. Je présentais dans ce document le graphique suivant qui représente la réduction constante de la part de l'emploi industriel dans la population nationale depuis 1974 :

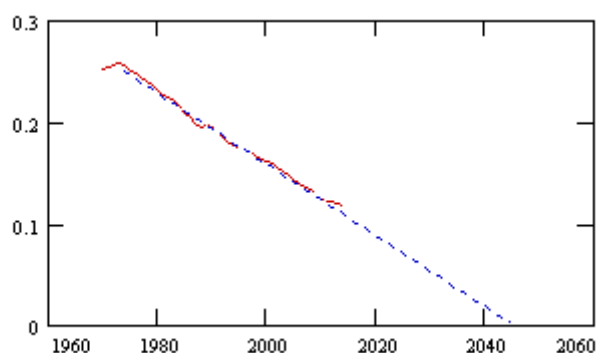


Figure 1 : Pourcentage des emplois industriels dans la population totale :
 Courbe rouge : Taux d'emploi observés,
 Droite pointillée bleue : tendance à long terme.

Cette cassure intervient en France six ans après 1968 et l'arrêt temporaire des investissements industriels que ces événements avaient provoqués. J'ai montré que le modèle Oméga original, [publié en 1990](#)², décrit parfaitement l'évolution du PIB (en valeur corrigée des fluctuations monétaires) lorsque la fuite des capitaux est prise en compte. Peut-il expliquer également d'autres phénomènes mis en évidence par Maurice Allais, décrire les mécanismes sous-jacents, justifier ses "évidences empiriques" ? Ce modèle mérite-t-il pleinement d'être appelé Modèle Oméga-Allais ?

Les causes connues des difficultés actuelles :

Depuis 1974, la France a renoncé au *droit de battre monnaie*, c'est-à-dire de créer « *ex nihilo* » sa propre monnaie. Ce renoncement correspondait en fait à l'abandon, à terme, par l'État de toute souveraineté économique réelle. Cette décision a eu de nombreuses conséquences :

- Ne pouvant plus être faite par l'état, la création monétaire nécessaire au fonctionnement de l'économie a été laissée aux banques privées,
- Aujourd'hui, ces banques réalisent à leur profit l'ajustement de la masse monétaire, et, contrairement à l'état, prélèvent abusivement des intérêts sur ces sommes créées "ex nihilo".

¹ Le 11 octobre 2016 : <http://combats-maurice-allais.info/le-chomage-importe/>

² Republié le 6 septembre 2019 : <http://combats-maurice-allais.info/les-fluctuations-cycliques-des-economies-capitalistes/> en PDF : http://combats-maurice-allais.info/wp-content/uploads/2019/09/Article_original_du_modele_OMEGA.pdf

De ce fait, en lieu et place de l'état, elles collectent un "impôt bancaire" sur la masse monétaire ainsi créée, ce dont de nombreux citoyens n'ont pas conscience.

- Il en résulte une "*dette publique*" qui a été analysée dans de nombreux documents comme le rapport Pucci-Pinel de 2010, cité par André Jacques Holbecq dans son livre récemment réédité (*La dette publique, une affaire rentable*), et que bien sûr les articles de Maurice Allais, prix Nobel d'Économie. Cette dette publique, agitée comme un épouvantail, résulte presque exclusivement de la privatisation de la "*planche à billets*" au profit des banques. Cette véritable haute trahison, qui n'aurait jamais dû avoir lieu, pourrait être légitimement récusée.
- Dans le passé, une création monétaire excessive par les états conduisait parfois à l'hyperinflation, à une hausse excessive des prix et finalement imposait une forte dévaluation de la monnaie. Cependant, utilisée avec prudence, cette inflation équivalant à un impôt prélevé sur tous les avoirs, et permettait d'équilibrer mécaniquement les comptes de la nation.
- Ne disposant plus de ce mécanisme régulateur, l'état ne peut plus imposer à l'économie nationale des investissements ou des dépenses sociales sans emprunter les sommes nécessaires aux banques, et prévoir de les rembourser. Il perd ainsi la quasi-totalité de son pouvoir économique.
- Enfin, la politique économique ayant été laissée aux banques, celles-ci ont naturellement cherché à protéger les dépôts bancaires, même si cela contribuait indirectement à la hausse du chômage dans notre pays.

L'État, ayant perdu son pouvoir économique, n'a pu lutter efficacement contre la montée du chômage que nous observons depuis 1974, malgré l'adoption de nombreux expédients qui permettent seulement d'en minimiser le niveau apparent et d'en limiter les inévitables conséquences sociales.

Une réduction de l'emploi d'une linéarité surprenante :

Depuis 1974, l'emploi industriel a été réduit linéairement, année après année. Cette décroissance linéaire résulte-t-elle de circonstances fortuites ou d'une loi macro-économique sous-jacente ? En emplois équivalents temps plein, celui-ci suit la répartition des valeurs ajoutées entre les branches de l'économie représentée sur la figure 2.

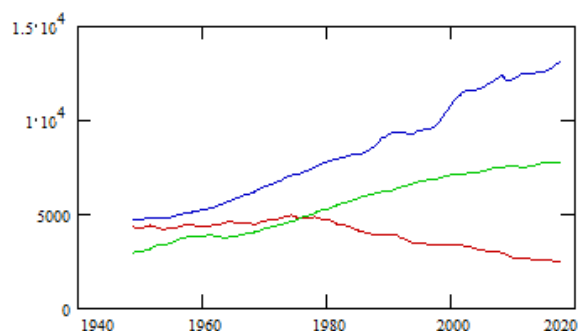


Figure 2 : Répartition de la valeur ajoutée.

En bleu : Activité commerciales
 En vert : Activités de service,
 En rouge : Activité industrielles.

En effet, ces valeurs ajoutées sont très directement liées à l'emploi. La part de valeur ajoutée des activités commerciales est sensiblement proportionnelle au PIB, tout en étant fortement impactée par ses fluctuations économiques à court terme. Celle des activités de services suit la même tendance tout en étant plus stable à court terme. Enfin, la valeur ajoutée des activités industrielles diminue régulièrement, les emplois associés migrant vers les pays à faible coût de main-d'œuvre.

Ces données sont parfaitement cohérentes avec la décroissance linéaire de l'emploi industriel présentée sur la figure 1.

La délocalisation des emplois industriels :

La délocalisation des emplois industriels a eu pour conséquence immédiate une hausse du chômage, mais également deux conséquences indirectes dont les effets se cumulent :

- Une réduction du niveau de l'investissement industriel en France par rapport à la valeur qu'il aurait dû avoir pour maintenir la production,
- Un déficit commercial résultant des importations devenues indispensables pour remplacer la production nationale absente.

Il faut enfin ajouter à celles-ci les effets indirects de la fuite des capitaux qui réduit mécaniquement la demande intérieure. Dans un premier temps, cette politique d'achat à l'étranger semble n'avoir que des avantages. Les coûts d'achat plus faibles à l'étranger semblent conduire à une augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs et permettre de meilleures marges commerciales. Ensuite, l'économie nationale souffre : la production industrielle diminuant, la demande induite par la réalisation des investissements locaux ayant disparu, le chômage augmente ainsi que les charges sociales qui lui sont liées, la recette des impôts diminue...

À long terme, la fuite des capitaux et le déficit de la balance commerciale ne peuvent conduire une économie qu'à la ruine.

Peut-on modéliser ce processus engagé en 1974 ?

Le modèle Omega s'était donné pour objectif de démontrer que les fluctuations cycliques observées par les plus grands économistes de la fin du 19^e siècle et du début du 20^e siècle (le cycle Juglar, puis ceux Kitchin et Kondratieff) résultent du comportement naturel des acteurs économiques et apparaissent spontanément dans une économie fermée, inévitablement soumise à des perturbations multiples modélisables par un bruit blanc gaussien. Il a parfaitement atteint cet objectif.

Il restait à introduire les effets de la politique économique, responsabilité traditionnelle de l'État. Dans un premier temps, les effets de cette politique économique ont été modélisés en introduisant des incitations à investir et à consommer, représentant globalement les effets, souvent contradictoires, des politiques économiques menées. Bien que la France ait renoncé au droit de créer elle-même sa propre monnaie dès 1974, elle disposait encore d'une souveraineté économique résiduelle. Celle-ci lui permettait, en particulier, d'assurer l'équilibre de ses échanges extérieurs et de prendre en compte, sans remettre en cause ses acquis, la mondialisation progressive de l'économie.

La création de l'EURO et la libération des transferts de capitaux ont radicalement modifié les choses. La gestion de la nouvelle monnaie n'a plus à tenir compte des besoins des différentes nations. La BCE, nouvelle autorité supranationale, s'est donné pour seul objectif de réguler le taux d'inflation,

c'est-à-dire protéger les intérêts des détenteurs de capitaux. L'État perdait ainsi le dernier levier qui lui aurait permis de mener une politique économique et sociale propre.

Notre nation, la France, lorsqu'elle a choisi d'entrer dans l'EURO a perdu tout pouvoir économique réel, mais ceci ne nous empêche pas de faire des prévisions économiques à long terme !

Ainsi, comme cela a été montré, la prise en compte de la fuite des capitaux a permis de corriger les prévisions de PIB. Il reste cependant nécessaire de chiffrer l'effet du déficit du commerce extérieur qui n'est plus ajustable, comme par le passé, par une dévaluation de notre monnaie.

Une hypothèse de référence : une économie initialement stable :

L'analyse d'un système complexe nécessite de séparer, autant que possible, les différents mécanismes contribuant à son évolution. De façon à mieux comprendre le rôle de la fuite des capitaux et des importations en provenance des pays à bas coût de main d'œuvre, nous allons considérer une économie nationale initialement stable, c'est-à-dire dont la consommation est constante, les prix internes fixes, les échanges internationaux équilibrés et le volume de la population constant.

Ce modèle stable est assez proche de l'économie française des cinquante dernières années, une fois son taux de croissance moyen compensé (le modèle Ω montre en effet qu'une faible modification du taux d'investissement peut conduire à une variation linéaire, croissante ou décroissante, d'une économie. Les résultats que nous obtiendrons sur cette économie globalement stable seront donc directement transposables à une économie réelle en croissance lente et régulière).

Nous introduirons ensuite dans cette économie un écart de compétitivité avec le reste du monde de façon à étudier les effets à long terme d'un déséquilibre extérieur. La population française ne représentant que 1% de la population mondiale, nous supposons le monde extérieur stable et insensible à l'évolution de notre propre économie.

Enfin, nous considérerons que les pouvoirs publics et les organisations syndicales veillent au maintien du pouvoir d'achat des salariés. Nous supposons donc que la politique économique menée se donne pour objectif de maintenir le pouvoir d'achat de la population (faute de pouvoir l'élever). Selon cette hypothèse, seul apparaît l'effet du remplacement d'une production nationale par l'importation de produits étrangers meilleurs marchés.

Dans ces conditions, nous admettons dans ce modèle qu'il n'y a pas de fluctuation des activités commerciales et que le volume des activités de service reste stable. Seule la production industrielle décroît linéairement au cours du temps. Une fois corrigées du taux de croissance à long terme, les données statistiques publiées par l'INSEE (figure 2), sont quasiment identiques à celles de ce modèle simplifié. Nous avons donc décidé de ne prendre un compte, ni une légère croissance de la population et du PIB, ni leurs variations à court terme, dans le but de ne pas compliquer inutilement les calculs, et brouiller les conclusions de cette étude.

Une modélisation plus fine de l'économie :

Le modèle OMEGA avait été conçu de façon à décrire le plus clairement possible le fonctionnement d'une économie en faisant des hypothèses fortes :

- La stabilité monétaire : Une monnaie stable était supposée et disponible en fonction des besoins des entreprises mais aussi des consommateurs. La consommation s'adaptait dynamiquement à la production selon une loi décrivant le comportement temporel des

consommateurs et assurant, à long terme, l'égalité moyenne entre production et consommation.

- L'absence de déséquilibre extérieur : apparemment isolé, le modèle initial ne considérerait pas réellement une économie fermée, mais plutôt une économie dont les échanges extérieurs, balance commerciale et investissements, étaient en moyenne équilibrés.
- Pour prendre en compte des échanges internationaux importants, il a suffi d'introduire dans le modèle les déséquilibres extérieurs pour établir des prévisions valides, l'influence de l'évolution de l'économie mondiale restant une donnée exogène.
- Le modèle Oméga étant linéaire, l'évaluation d'une situation économique réelle s'obtient très simplement en ajoutant aux modes propres de cette économie, les perturbations extérieures, en particulier les écarts entre sa compétitivité et celle du reste du monde.

La séparation des variables :

La linéarité du modèle nous a permis de considérer une économie stable puis d'introduire le déséquilibre des échanges extérieurs. Ceci conduit à une modélisation particulièrement simple :

- Tous les paramètres économiques entrant dans le modèle économique sont constants : le PIB, les prix, la population...
- Les seuls éléments variables sont la baisse des investissements industriels et le déficit de la balance commerciale.

Pour déterminer l'évolution du système économique, nous avons pris en compte la baisse de l'emploi industriel, estimé le niveau des désinvestissements nationaux résultant de cette baisse, puis estimé le déficit de la balance commerciale qui devait en résulter, en supposant constants les services et les activités commerciales qui contribuent à la création de valeur ajoutée et donc au PIB. Nous calculons alors, à quelles conditions ce PIB et les prix peuvent être globalement maintenus.

Le choix de données macro-économiques :

De façon à éviter de prendre en compte la complexité de notre société, nous nous bornons à quelques données économiques essentielles représentant de façon schématique l'économie française :

La part des activités délocalisables :

Les courbes de l'INSEE montrent que, même à pouvoir d'achat global constant, les activités industrielles (et agricoles) ont été les plus délocalisées. La baisse de l'emploi industriel, source du chômage importé, serait donc la conséquence principale de la mondialisation. L'emploi industriel, chiffrée initialement à 35% de l'emploi total en 1974, correspondait alors à 35% du PIB. Depuis, sa contribution au PIB baisserait de 0,5% par an, pour devenir nulle vers 2045, ce qui est évidemment une extrapolation abusive.

La constance des activités de service :

En cohérence avec l'hypothèse précédente, la part des activités de service, liées au fonctionnement de la société, seraient quasiment conservées. Ceci est une hypothèse naturelle, dans la mesure où la plupart des services sont liés, directement ou indirectement, aux entreprises et aux consommateurs.

La consommation :

Celle-ci dépend du pouvoir d'achat, directement influencé par la politique économique et la conjoncture mondiale. Analysée en permanence par les économistes et les responsables politiques, ses

variations reflètent davantage l'influence de la conjoncture mondiale que celle de la politique nationale. Nous ne prendrons pas en compte ses variations aléatoires jugées non significatives et ne mettent pas en cause l'hypothèse retenue dans le modèle : la stabilité du PIB. Nous admettrons enfin que la politique économique suivie par la nation parvient à stabiliser la consommation.

La réduction de l'investissement industriel :

L'effet d'une réduction de 0,5% par an de l'investissement industriel correspond à un désinvestissement régulier. Dans le modèle Oméga, un coefficient de capital moyen β lie l'investissement à la production. Sa valeur pour l'ensemble de l'économie avait été fixée à 2. Une fonction de production F_y transformait alors un flux d'investissement en flux de production.

La valeur du paramètre β retenue dans le modèle était une valeur moyenne. Il est raisonnable de retenir pour ce paramètre une valeur plus élevée dans l'industrie, qu'il serait facile de modifier au cours du temps. Faute d'une valeur statistique publiée par l'INSEE, nous pouvons retenir pour ce paramètre β les valeurs suivantes :

- Pour le commerce et les services qui représentaient 2/3 du PIB : $\beta=1$,
- Pour l'industrie qui représentait 1/3 du PIB: $\beta=4$.

Dans ces conditions, la réduction annuelle de la production industrielle de 0,5% par an "économiserait" annuellement en investissements 2% du PIB ! Ne pas entretenir la capacité de production permet, comme chacun le sait, de faire apparaître à court terme des bénéfices fictifs. Cette somme peut alors être affectée librement, par exemple à la délocalisation de capitaux.

Le déficit de la balance commerciale :

Celui-ci doit être calculé en valeur réelle pour l'économie française, puis ajusté en fonction de l'écart de compétitivité entre les produits nationaux et les produits importés.

Une réduction annuelle de la production nationale de 0,5% conduit au bout de "n" années, à une dette équivalente, "n" fois 0,5% du PIB. En l'absence d'intérêts, le cumul de ces dettes croît quadratiquement, d'année en année. Sa valeur est alors au bout de "n" années : $n^2/2$. Il reste alors à introduire le rapport λ entre les prix extérieurs et les prix correspondant à une production nationale. Les prix extérieurs étant plus faibles, la dette extérieure résultant des importations sera réduite dans ce rapport λ . La somme "économisée" chaque année en raison de la désindustrialisation pourra être partagée entre les différents acteurs économiques, ce dont nous devons tenir compte dans le bilan économique global. Chaque année, nous évaluerons cette somme à $(1-\lambda).n.0,5\%$ du PIB. Dans les simulations nous prendrons pour λ la valeur 0,2. Cette valeur, applicable aux seuls prix industriels, est raisonnable compte tenu des déséquilibres mondiaux.

Des résultats trompeurs :

À partir de cette description macro-économique de l'économie française, nous pouvons déterminer par simulation les conséquences des déséquilibres persistant depuis 1974. Nous allons calculer les sommes économisées en réduisant, année après année, les investissements industriels puis estimer le coût des produits importés correspondants. Ensuite, nous comparerons entre elles les dépenses rendues nécessaires par la désindustrialisation.

Les figures présentent systématiquement à deux valeurs :

- En pointillés bleus : Celles obtenues en l'absence d'intérêts réel,
- En rouge : Celles obtenues avec un taux d'intérêt réel élevé de 2%, soit une multiplication par 4 du capital en 70 ans.
- L'échelle utilisée en ordonnées est leur valeur exprimée en PIB, supposé constant.

Part des emplois industriels :

Conformément aux observations faites depuis 1974, nous modélisons la réduction constante de l'emploi industriel par la droite de la figure 3 ci-dessous, conduisant inévitablement à une catastrophe :

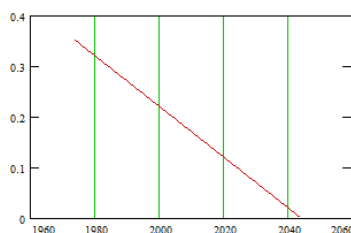


Figure 3 : Taux d'emploi industriel.

Économie résultant de la réduction annuelle des investissements :

Il s'agit des sommes non investies et des intérêts qu'elles peuvent apporter à l'industriel devenu importateur. Celles-ci correspondent aux éléments suivants :

- 2 % du PIB résultant du désinvestissement,
- La réduction des prix de revient, soit $(1-\lambda)$ fois la réduction de la production nationale remplacée par des produits importés. Celle-ci est équivalente à un revenu à partager entre les différents intervenants, importateurs, distributeurs et consommateurs.

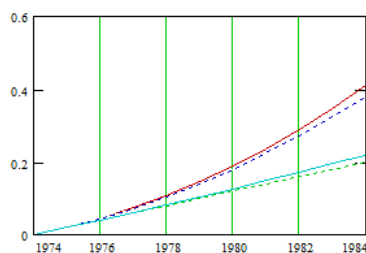


Figure 4 : "Économie cumulées" résultant de la réduction des investissements industriels.
Dix premières années.

Les courbes vertes et cyan sont les contributions de la réduction du capital investi.

Les autres correspondent à $\lambda = 0,2$, valeur très favorable.

Conformément aux hypothèses retenues, la seule réduction de l'investissement conduit à ne pas avoir dépensé 20% du PIB au bout de 10 ans.

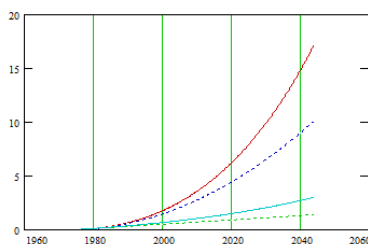


Figure 5 : "Économies cumulées" résultant de la réduction des investissements industriels.
Tendance à long terme.

Il suffirait de travailler de moins en moins pour faire des économies colossales !

Le déficit cumulé de la balance commerciale :

Cette somme correspond au cumul des déficits successifs de la balance commerciale résultant des délocalisations, toujours dans l'hypothèse d'un PIB constant, le rapport λ entre les prix des produits importés et les produits locaux étant toujours 0,2. Ce déficit augmente rapidement :

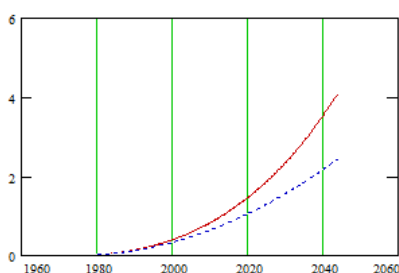


Figure 6 : Déficit extérieur cumulé en PIB.
Courbe bleue : Sans intérêts,
Courbe rouge : avec un intérêt de 2%.

Ce calcul simple ne prend pas en compte une autre dette, nous l'appellerons la dette sociale. Nous reviendrons ultérieurement sur cette dette qui devient rapidement colossale.

Une évolution catastrophique :

Confronté à la réalité, le rêve de prospérité auquel les graphiques précédents font croire devient un véritable cauchemar. Le monde réel oblige à corriger les graves omissions qui peuvent faire croire à la bonne santé de notre économie.

Le spectre de la déflation :

Depuis la crise de 1929 qui a conduit Maurice Allais à s'intéresser à l'économie, puis à devenir le premier Prix Nobel français d'économie, les milieux financiers redoutent la déflation. Comme en 1929, la baisse des revenus et des prix conduirait à une déstabilisation de l'économie et à une grave crise qui peut être catastrophique.

La réduction de l'investissement industriel et l'introduction de produits provenant de pays à faible coût de main d'œuvre, devrait conduire à une réduction du PIB, de la demande et donc à une baisse des prix.

Celle-ci serait évitable en injectant de la monnaie, ce qui aurait au moins pour effet d'éviter la baisse des prix nominaux. Aujourd'hui, cette nécessaire injection de monnaie, inévitablement

inflationniste, ne peut plus être faite, qu'à contre-emploi, par la BCE, dont la mission est de stabiliser les prix... Pour cette raison, la baisse des prix nominaux ne peut être évitée que par une hausse des taxes encore possible au niveau national...

Une dévaluation de notre monnaie aurait permis de rétablir facilement les grands équilibres, et en particulier celui de la balance commerciale. Notre pays (ou les entreprises à sa place) ne pouvant plus créer "ex nihilo" la monnaie nécessaire au maintien de la demande, devrait l'emprunter aux banques, et en conséquence s'engager à la rembourser, ce qu'il serait évidemment incapable de faire.

Une dette oubliée : La dette sociale :

À long terme, toutes choses égales par ailleurs, les économies cumulées résultant d'un achat à l'étranger deviendraient considérables, si cette dette ne venait pas transformer ce rêve en cauchemar.

Nos calculs ont en effet supposé le système économique globalement stable, notamment la population et le PIB par habitant. Ceci suppose pratiquement que le chômage résultant de la croissance des importations soit indemnisé directement ou indirectement à près de 100 %.

En effet, supposons qu'un industriel français vende un produit à un prix P . Si nous décidons d'acheter un produit étranger au prix $\lambda.P$, nettement plus faible, nous faisons apparemment une économie de $(1-\lambda)P$. En réalité, le PIB sera réduit du prix P du produit qui n'est plus acheté, et augmenté du prix du produit importé financé par une dette extérieure. Cependant, les produits importés ne pourront trouver de clients que si le pouvoir d'achat des citoyens est préservé.

Le remplacement du produit national par un produit importé conduit donc à :

- Une réduction du PIB du prix P ,
- Un achat à l'étranger de prix λP ,
- Une indemnité à répartir entre les travailleurs lésés attribuée de façon à maintenir la demande au niveau qu'elle aurait eu en l'absence d'importation chiffrée à $(1-\lambda)P$.

En fait, le PIB et la demande ne seront maintenus à leur niveau précédent que si une hausse globale des bénéfices de $(1-\lambda)P$ est transformée en soutien de la demande. Cette hausse des bénéfices est l'une des deux composantes des "économies apparentes" précédemment calculées (figure 4). Cette seconde composante des économies apparentes, serait alors totalement consacrée au financement des aides aux chômeurs.

Dans cette hypothèse, tout se passe comme si les importateurs achetaient à l'étranger en créant une dette extérieure et revendaient au prix d'une production nationale. Si leur bénéfice sur la revente finançait la dette sociale ainsi définie, chacun conserverait ses revenus. La paix sociale serait ainsi préservée. En réalité, le partage de ce bénéfice conduit à une augmentation des inégalités de revenu.

Des transferts entre partenaires économiques :

Nous avons supposé que l'économie était gérée de façon à maintenir la valeur du PIB par habitant. L'achat à l'étranger réduit les salaires directs et indirects qui auraient été versés. Pour que le revenu moyen des travailleurs soit maintenu, il faut que cette perte soit compensée, par exemple par des prestations sociales : Chômage, départ anticipé en retraite...

Le remplacement de productions industrielles nationales par des importations est alors très rentable pour les importateurs qui bénéficient d'une réduction de leurs dépenses (coût direct des produits et charges sociales associées), mais profitent en plus de marges supérieures sur les produits. Dans la modélisation retenue, construite sur le maintien du PIB, nous avons montré que pour que le maintien des prix et du PIB soit réel, il faut que malgré des inégalités inévitables, cette indemnisation soit totale et concerne autant des entreprises que les citoyens touchés par les délocalisations.

Les importations de produits en provenance des pays à faible coût de main-d'œuvre déstabilisent l'économie, tant les entreprises que les consommateurs. Ceci incite les entreprises à innover et à devenir plus compétitives. Mais ces importations offrent surtout aux entreprises l'opportunité de s'approprier une partie croissante de la richesse nationale. Dans un pays disposant de sa propre monnaie, et d'une réelle souveraineté monétaire, cette accumulation capitaliste n'est pas une fin en soi. L'accumulation d'un capital dormant, ne rapportant rien, présente un intérêt limité...

La liberté de transfert des capitaux associé à la création de l'EURO modifie radicalement ces données économiques et institue une concurrence féroce au sein de l'Union Européenne.

Conséquences sur l'économie nationale :

Pour faire le bilan des effets des importations en provenance des pays à faible coût de main-d'œuvre sur l'économie française, nous devons évaluer les effets directs des désinvestissements, puis le coût réel des importations nécessaires au maintien du PIB moyen des citoyens.

Cumul des désinvestissements réels :

Compte tenu de la nécessaire indemnisation du chômage, nous devons admettre que la part réelle des "économies cumulées" pouvant être consacrée au remboursement de la dette est celle résultant du seul désinvestissement industriel, soit annuellement 2% du PIB.

Le cumul de ceux-ci est représenté figure 7. Il atteint rapidement un niveau élevé par rapport à l'investissement industriel et en 2045, la totalité de celui-ci : 4/3 du PIB (figure 8).

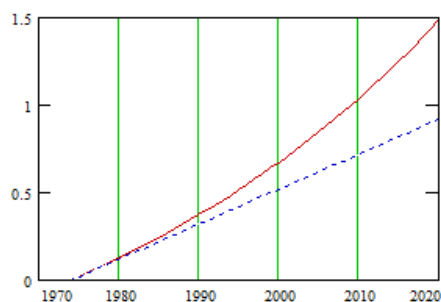


Figure 7 : désinvestissements.
Évaluation sur 1974 à 2020.

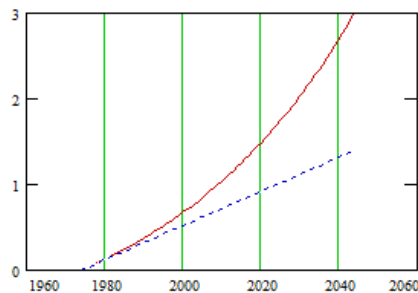


Figure 8 : Désinvestissements.
Extrapolation jusqu'à l'arrêt de l'industrie en 2045.

Depuis la libération des transferts de capitaux, ces sommes peuvent s'investir ailleurs, par exemple dans les pays de la zone EURO dont la main d'œuvre est meilleur marché. De nombreuses mesures, comme la directive relative aux travailleurs détachés, permettent la mise en concurrence directe des travailleurs et des régimes de protection sociale. Ces revenus n'ont donc aucune raison d'être affectés au remboursement de la dette résultant du déficit de la balance commerciale.

Cumul des déficits commerciaux :

Ceux-ci correspondent à la somme des déficits observés années après années. Ils sont calculés en supposant que les prix des approvisionnements au cours de la période considérée restent inférieurs aux prix des productions nationales dans le rapport λ . Bien évidemment, en raison du développement économique de nos fournisseurs, ce rapport devrait être progressivement réduit.

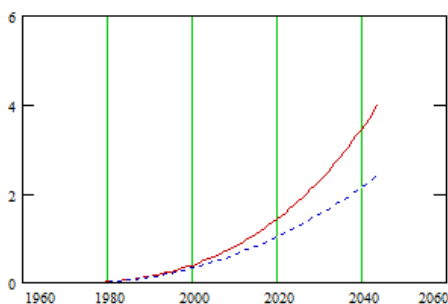


Figure 9 : déficit cumulé de la balance commerciale.

Solde des échanges avec le reste du monde :

La figure 10 présente la différence entre ces deux sommes, c'est-à-dire le bilan de la nation.

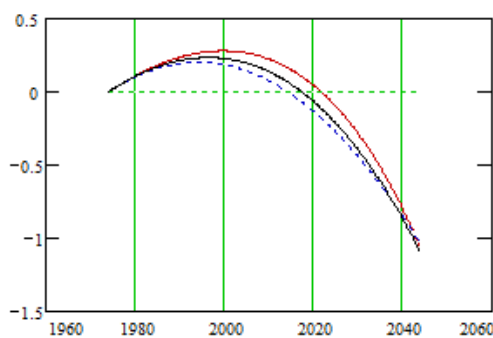


Figure 10 : Solde des échanges.

La courbe rouge correspond à un taux d'intérêt à long terme élevé : 2%,

La courbe pointillée bleue à l'absence d'intérêt, le capital,

La courbe noire à un taux d'intérêt de 1% par an, (soit un capital multiplié par deux en 70 ans).

Des résultats saisissants :

Bien que la simulation présentée ici ne décrive pas complètement l'évolution de l'économie française, elle permet de comprendre les conséquences de la désindustrialisation observée depuis 1974. Nous ferons nos analyses sur la base du taux d'intérêt réel moyen (c'est-à-dire corrigé de la hausse des prix), de 1% par an.

- Comme prévu par la simulation, le désinvestissement produit dans un premier temps un effet positif. Ne pas entretenir l'outil productif donne l'impression de la prospérité, mais celle-ci est trompeuse. Les investisseurs ont accumulé un capital non investi important. Il est donc naturel que la Banque de France ait pu observer une forte fuite des capitaux, représentée sur la figure 11, dès la libération des transferts de capitaux. La simulation montre qu'à cette période, la réduction des investissements industriels avait largement permis aux entreprises françaises de financer la délocalisation partielle de leurs activités.

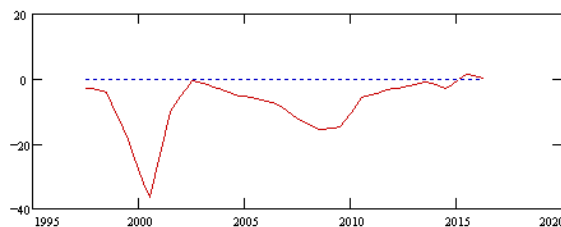


Figure 11 : Fuite des capitaux (source BDF).

- La tendance s'inverse après une période d'une vingtaine d'années (vers 1990), la croissance des importations devenant prépondérante. Le cumul des "économies" correspondant aux investissements non réalisés commence à baisser.
- Aujourd'hui, en 2019, un déficit apparaît, somme de la valeur calculée par simulation et du désinvestissement effectué lors de l'adoption de l'EURO. Nous sommes donc déjà fortement engagés dans une implosion économique.
- Selon la simulation, le déficit se creuserait jusqu'à ce que le capital industriel soit totalement détruit et que l'activité industrielle devienne nulle. La dette serait alors de l'ordre du PIB, ou bien supérieure si les prix des produits importés augmentaient.

Ces résultats sont d'autant plus inquiétants que la simulation est plutôt optimiste et peu sensible aux variations paramètres économiques retenus:

- La simulation montre que l'évolution de la dette est peu sensible au taux d'intérêt réel, pourvu qu'il reste modéré. Toutefois, ce taux d'intérêt ne manquera pas d'augmenter au cours du temps, avec le niveau de la dette.
- En revanche, les prix des produits importés, donc du paramètre λ , ne manqueront pas d'augmenter, ce qui sera très pénalisant pour notre économie.
- En 2020, le pays est entré dans une décroissance inévitable du pouvoir d'achat qui s'accélérera d'année en année si des mesures rigoureuses ne sont pas prises.
- Au plus tard en 2045, si la tendance actuelle se maintenait, l'activité industrielle (et agricole) serait nulle, ce qui entraînerait par ricochet l'annulation totale du PIB.
- La dette réelle (hors dette publique) serait égale ou supérieure au PIB, mais bien avant, aucun investisseur n'aurait accepté de la financer...

Il est donc certain qu'il faut que des réformes profondes aient lieu très rapidement, avant que le processus de destruction engagé ne devienne irréversible.

Conclusion :

Cette analyse démontre clairement que le maintien dans les années futures du pouvoir d'achat des français est impossible. Il reste à déterminer jusqu'à quel niveau il descendra si des mesures réellement efficaces, nécessitant l'effort de tous, ne sont pas prises à temps.

Nous avons tous observé les conséquences de la mondialisation financières : Les barrières qui protégeaient les nations sont progressivement abaissées. Les privatisations concèdent à des grands groupes la gestion des services publics. La presse, libérée de la censure étatique, est soumise à celle des intérêts de ses actionnaires. Les protections sociales des états sont mises en compétition. Les multinationales peuvent attaquer les états si elles estiment leurs intérêts menacés...

Louis XIV, savait bien qu'à terme, son pouvoir et celui le Surintendant Fouquet n'étaient pas compatibles. On ne confie pas au renard la clef du poulailler. Pourquoi alors, avons-nous confié la garde du trésor public aux banques privées ?

Les dictatures du "politiquement correct" et du "scientifiquement correct" sont en train de stériliser tous les domaines de la pensée. Ainsi, les sciences ont adopté une approche dogmatique. Il devient impossible de contester une mystérieuse "communauté scientifique" et ses censeurs anonymes dénoncés vigoureusement par Maurice Allais. Sans la diversité des théories, la science n'aurait jamais progressé. La vérité scientifique ne peut résulter que d'un travail sérieux et contradictoire, pas d'un vote ! Comme le disait Claude Allègre en 2010 à propos des travaux du GIEC : *"La simple idée d'une « vérité scientifique » établie par une commission de l'ONU, c'est un crime contre l'intelligence"*. L'économie est une science et l'unanimité de ses experts plutôt suspecte ! Au lieu d'établir une vérité officielle, nous devons revenir aux faits et donner à la confrontation des idées la place qu'elle mérite!

La science économique parviendra-t-elle à reprendre sa liberté d'expression, à analyser objectivement les causes des désordres actuels, et enfin à proposer une politique économique nouvelle permettant de résoudre les vrais problèmes de la nation ?

Après tant d'années pendant lesquelles les problèmes économiques n'ont été traités que par des expédients, les français sont-ils prêts à entendre le langage de la vérité ? Trouveront-ils des responsables capables de mettre en œuvre une politique économique nouvelle, alliant progrès économiques et justice sociale, capable de redresser l'économie française ?

Pierre FUERXER,

Membre de l'AIRAMA.